



Mépris, provocations, violences...

C'est la réponse du gouvernement au mouvement social !

Aujourd'hui, comme nous le faisons depuis plusieurs semaines, nous avons organisé un cortège pour les militant-e-s de notre fédération : camionnette, ballons et drapeaux. Bien avant le point d'arrivée de la manifestation le cortège a été bloqué par les forces de l'ordre qui ont fermé la place de Vauban et utilisé les gaz lacrymogènes

Bloqués nous avons décidé, en coordination avec l'URIF, organisateur de la manifestation, de ranger le matériel, sortir notre camionnette et dissoudre notre cortège. Nous avons donc emprunté l'allée de la place du Président Mithouard avec l'autorisation des forces de l'ordre.

Un groupe des forces mobiles nous a ensuite stoppé au bout de cette rue. Après un contrôle du véhicule pour une vérification (sic !), ils l'ont laissé passer mais ont bloqué l'essentiel des manifestants qui rentraient pacifiquement et le véhicule de l'UD 78

Nous avons demandé à ce que les militants puissent passer et quitter la nasse policière en place. Comme seule réponse nous avons été repoussés violemment et gazés. La co secrétaire générale de la FERC sup a dû être prise en charge pour des premiers soins, de nombreux responsables de la fédération ont reçu ensuite à leur tour de fortes doses de gaz à bout portant.

Cet incident est emblématique de la violence et de la répression qui s'abat aujourd'hui sur les militant-e-s et les manifestant-e-s.

Après le déni de démocratie que constitue le 49.3 en l'absence de majorité, Le gouvernement perd son sang-froid.

Il a décidé de mépriser les salarié-e-s et leurs revendications, de répondre à leur mobilisation par la violence du 49.3 et celle d'une police qui a pour ordre d'empêcher la tenue normale des manifestations ! Après les incidents graves et inédits qui ont émaillés nos cortèges le 1^{er} mai, le gouvernement a opté à nouveau pour une stratégie de la tension et de l'affrontement.

Ne les laissons pas faire ! **Mardi 17 et jeudi 19 mai, faisons grève et manifestons pour la défense de nos droits.** Le droit de nous opposer à un projet de loi qui met à mal les garanties collectives des travailleurs-euses, casse la hiérarchie des normes et va dégrader encore les conditions de travail de toutes et tous. Le droit de manifester librement sans se faire taper, gazer, menacer !

Fort du soutien d'une très grande majorité de français opposés à la loi travail, mobilisons-nous toutes et tous pour porter nos revendications :

- ✓ Retrait de la loi travail. Pour un code du travail réellement protecteur
- ✓ Moins de travail pour toutes et tous et du travail pour tout le monde : baisse du temps de travail.
- ✓ Redistribution des richesses : augmentation immédiate des salaires.
- ✓ Résorption de la précarité : titularisation des précaires du service public, CDI pour les salarié-e-s du privé.
- ✓ Respect des droits syndicaux.